



**VLUCHTELINGENWERK**

**VLAANDEREN**

**French**



# Le règlement de Dublin

Startpunt Vluchtelingenwerk

Ce dépliant est rédigé par Vluchtelingenwerk Vlaanderen, une organisation indépendante et non-gouvernementale qui défend les droits des demandeurs d'asile et des réfugiés.

## Qu'est-ce que c'est «Dublin» ?

Le règlement de Dublin est une législation de l'Union Européenne (UE) contenant une liste de critères permettant de déterminer quel État membre est responsable de votre demande de protection internationale. Le but est d'empêcher une personne de démarrer une procédure dans différents pays de l'UE et d'éviter que plus d'un pays soit responsable pour traiter une même demande de protection internationale. Quand vous introduisez une demande dans un état, en Belgique par exemple, ce pays devra donc avant tout décider s'il est responsable du traitement de votre demande et si non, quel pays en sera responsable. Cette première étape s'appelle la «procédure de Dublin». C'est après cette décision seulement que l'Office des étrangers (OE) traitera le fond de votre demande de pro-

tection internationale. Si un autre Etat européen (= Etat membre) est responsable de la demande, vous devrez aller dans ce pays pour poursuivre votre procédure. Si vous n'êtes pas d'accord, vous avez le droit d'introduire un recours contre cette décision.

Dans le cadre d'une procédure Dublin, vous devrez passer un ou plusieurs entretiens. Sur cette base, l'OE déterminera le pays responsable de votre demande. Pendant ces entretiens, vous aurez la possibilité d'expliquer le trajet emprunté pour arriver en Belgique et pourquoi vous avez décidé de venir en Belgique. Si un autre pays est responsable pour l'examen de votre demande, vous avez la possibilité d'expliquer pourquoi vous ne voulez pas retourner dans ce pays.

## Quels sont les pays qui adhèrent au règlement de Dublin ?

Autriche; Belgique; Bulgarie; Croatie; Chypre; République Tchèque; Danemark; Estonie; Finlande; France; Allemagne; Grèce; Hongrie; Irlande; Italie; Lettonie; Lituanie; Luxembourg; Malte; Pays-Bas; Pologne; Portugal; Roumanie; Slovaquie; Slovenie; Espagne; Suède; Islande; Norvège; Suisse; Lichtenstein



## L'Office des étrangers (OE) vérifie:

**1.** Avez-vous de la famille en Belgique ou dans un autre pays de l'Union Européenne? L'OE tient compte surtout des liens familiaux proches (conjoint ou enfants mineurs - 18 ans). Mais l'OE peut aussi tenir compte de votre situation spécifique ou de la situation d'un membre de votre famille, par exemple si il existe un lien de dépendance en raison de problèmes de santé, de l'âge, d'un handicap sévère ou d'une grossesse. Informez l'OE immédiatement de la présence de membres de votre famille dans l'UE. Apportez un maximum de documents prouvant ces liens.

**2.** Disposez-vous actuellement ou par le passé d'un visa ou d'un permis de séjour dans un autre pays de l'UE? Cela sera vérifié dans une banque de données.

**3.** Est-ce que vos empreintes ont été enregistrées dans un autre Etat membre? Une vérification sera faite dans la base de données européenne des empreintes.

**4.** Est-ce que vous avez introduit une demande de protection internationale dans un autre Etat membre par le passé? Cela sera vérifié dans une banque de données.

L'OE décidera quel Etat membre est responsable pour examiner votre demande sur base des critères ci-dessus. Ils sont listés dans l'ordre et si plusieurs critères trouvent à s'appliquer, il faudra retenir seulement le premier critère.

Quand l'OE décide qu'un autre pays membre de l'UE est responsable de votre demande de protection internationale, il sera demandé au pays en question de vous (re)prendre en charge. Quand ce pays est d'accord ou ne répond pas dans les délais prévus, vous devrez retourner dans ce pays où votre procédure de protection internationale continuera. Si vous ne coopérez pas à votre retour dans ce pays,

il est possible que vous y soyez renvoyé par la force.

Toutefois, la Belgique peut décider de s'occuper de votre demande de protection internationale, même si, selon les règles, elle n'en est pas responsable. L'OE est obligé de s'occuper de votre demande quand les conditions de vie dans le pays responsable ne garantissent pas le respect des droits humains. Par exemple, si dans ce pays vous n'aurez pas accès à la procédure de protection internationale, pas d'assistance juridique gratuite, pas de possibilité de recours en cas de refus, pas de conditions d'accueil adéquates, pas d'accès aux soins de santé ou à l'enseignement pour vos enfants.



## Que puis-je faire ?

a) Vous devrez vous-même démontrer autant que possible les raisons pour lesquelles la Belgique ne peut pas vous (r)envoyer vers un autre pays membre de l'UE. Si vous avez rencontré des problèmes dans cet autre pays (par exemple: pas de logement, des maltraitements physiques, ...), essayez de récolter les preuves de cela et expliquez tout clairement pendant l'interview. Même après l'interview à l'OE, vous ou votre avocat pouvez encore rechercher et envoyer des preuves ou de l'information additionnelle à l'OE. Faites-le dans tous les cas avant la prise de décision par l'OE.

b) Contactez un avocat le plus vite possible. Transmettez-lui le «guide pour les avocats», que vous trouvez sur [www.vluchtelingenwerk.be/leidraad-dublin](http://www.vluchtelingenwerk.be/leidraad-dublin). Votre avocat peut envoyer des informations supplémentaires ou des preuves en complément de votre interview à l'OE. Il/elle peut également introduire un recours quand l'OE a décidé de vous transférer vers un autre Etat membre.

c) Expliquer à l'OE pourquoi vous souhaitez rester en Belgique pour votre demande de protection internationale. Fournissez tous les documents pertinents concernant votre situation. Par exemple:

- Informer l'OE de la présence de membres de votre famille en Belgique ou dans d'autres pays de l'UE si vous souhaitez un regroupement familial avec eux. Si vous avez des documents qui prouvent ces liens familiaux, remettez-les pendant ou après l'interview.
- Informer l'OE de tout problème ou mauvais traitement que vous avez connu dans un autre pays de l'UE. Si vous disposez de preuves (photos, rapport médical...), remettez-les.
- Si vous avez des problèmes médicaux, il est important d'en informer l'OE et de soumettre tous les documents médicaux et autres preuves de votre situation médicale. Allez voir un médecin avant l'interview et demandez une attestation. Si vous obtenez des documents médicaux après l'interview, envoyez-les aussi à l'OE.

## Quels sont mes droits pendant la procédure Dublin ?

Vous avez le droit d'expliquer votre situation à l'OE dans votre langue maternelle. Demandez un interprète. Vous avez également le droit de recevoir toutes les informations à propos de la procédure Dublin.

Vous avez le droit de rester en Belgique jusqu'à la fin de la procédure Dublin. Durant cette période, vous avez droit à l'accueil dans un centre ouvert. Quand l'OE vous informe d'un transfert vers un autre pays de l'UE, vous avez le droit de rester en Belgique jusqu'à la date mentionnée sur l'ordre de quitter le territoire. Vous pouvez demander une assistance à l'OE pour voyager vers l'autre Etat membre. Si vous n'êtes pas d'accord avec cette décision de renvoi, vous pouvez contacter un avocat au plus vite pour discuter de la possibilité d'introduire un recours dans les 30 jours de la réception de la décision.

Si vous collaborez à votre retour vers l'État membre responsable, une «place Dublin» au sein d'un centre d'accueil vous sera désignée. A partir de là, vous pourrez être aidé à retourner dans le pays responsable de votre demande.

Si vous ne vous rendez pas à ce centre d'accueil «place Dublin», vous recevrez un code «no show». Vous n'aurez alors droit qu'à l'aide médicale. Vous conserverez néanmoins le droit à l'accueil mais uniquement au sein d'une «place Dublin» en vue de retourner vers l'Etat membre responsable. Vous devrez alors contacter le service Dispatching de Fedasil. Vous conserverez ce droit à l'accueil jusqu'au moment de votre retour effectif vers l'État membre responsable.

## Je suis mineur non accompagné (-18 ans)

Si vous êtes mineur et vous avez des membres de votre famille dans un autre pays de l'UE, votre demande d'asile devrait être traitée dans ce pays. Si vous n'avez pas de membres de votre famille au sein de l'UE, votre demande d'asile sera traitée dans le pays dans lequel vous l'avez introduite, ou en Belgique, au mieux de votre intérêt. Informez l'Office des étrangers de la présence de tout membre

de votre famille au sein de l'UE. Les autorités belges peuvent tenter de procéder au regroupement familial si c'est ce que vous souhaitez.

Si vous êtes en Belgique sans vos parents, vous avez droit à un tuteur. Vous pouvez contacter le service Tutelles (+32 78 15 43 24, entre 9h et 17h)



## Combien de temps dure la procédure ?

Cela dépend de votre situation. La Belgique a un maximum de trois mois pour demander à un autre état de reprendre votre dossier. L'autre état à son tour a deux mois pour

répondre à cette demande. Si l'autre Etat membre accepte de traiter votre demande, l'OE a six mois pour écrire la décision et vous transférer vers cet autre Etat membre responsable.

## Quand est-ce que je dois quitter le territoire belge ?

Si un autre pays est responsable pour examiner votre demande d'asile, vous recevrez une « Annexe 26 quater »: l'ordre de quitter le territoire dans un certain nombre de jours. Le document établira quel pays est désormais responsable de votre demande de protection internationale et vous donnera les informations sur le service du «retour volontaire». Si vous le souhaitez, ce service peut vous aider à organiser le retour vers l'Etat membre responsable.

Prenez contact avec votre avocat dès que possible ! Votre avocat a la possibilité de faire appel de la décision.

Dès que le pays responsable accepte de traiter votre demande de protection internationale, la Belgique dispose de six mois pour vous transférer vers ce pays. Passé ce délai, la Belgique est responsable de traiter votre demande. Mais cette période peut être portée à 18 mois quand l'OE soupçonne que vous vous cachez, par exemple quand on ne sait pas où vous habitez. Veillez à ce que l'Office des étrangers sache toujours où vous vivez afin qu'il lui soit possible de prendre contact avec vous à tout moment. Informez l'Office des étrangers de tout changement d'adresse. Soit vous le faites vous-même, soit via votre avocat, par exemple par lettre recommandée.

## Détention

Pendant la procédure Dublin, vous pouvez être placé en détention, quand l'OE estime qu'il existe un risque de fuite. Par exemple au cas où vous avez dissimulé que vos empreintes digitales avaient déjà été enregistrées dans un autre pays de l'UE. La détention n'est pas systématique. Si vous êtes détenu, demandez directement à consulter votre avocat. Si vous n'avez pas d'avocat, vous pouvez en demander un dans le centre de détention. Vous pouvez aussi demander l'aide de visiteurs d'organisations non gouvernementales.

## Questions ?

### **DETENTION - POINT CONTACT (VISITE ONG AUX CENTRES FERMÉS)**

T Infoline 02 225 44 00 (Français, Anglais)  
email [info@vluchtelingennet.be](mailto:info@vluchtelingennet.be)

### **HELPPDESK JURIDIQUE VLUCHTELINGENWERK VLAANDEREN**

(information sur la procédure d'asile, l'accueil, soutien en détention)

T 02 225 44 35

Mercredi et vendredi: 9h - 12h30

[info@vluchtelingennet.be](mailto:info@vluchtelingennet.be)

### **FEDASIL RETOUR VOLONTAIRE INFO**

T 0800 32 745

# Plus d'info ?

[www.vluchtelingenwerk.be/leidraad-dublin](http://www.vluchtelingenwerk.be/leidraad-dublin)

VLUCHTELINGENWERK VLAANDEREN VZW

T +32 (0)2 225 44 00

[INFO@VLUCHTELINGENWERK.BE](mailto:INFO@VLUCHTELINGENWERK.BE)

[WWW.VLUCHTELINGENWERK.BE](http://WWW.VLUCHTELINGENWERK.BE)



contrats de  
rénovation urbaine  
stadsvernieuwings-  
contracten  
.brussels